



Libertés et droits fondamentaux

Le droit au juge en France



La notion de droit au juge

C'est le principe selon lequel tous les justiciables se trouvant dans la même situation doivent être jugés par les mêmes tribunaux, selon les mêmes règles de procédure et de fond.

→ Ainsi, l'État est obligé de garantir l'**accès aux tribunaux** ; de garantir l'**aide juridictionnelle** aux plus démunis ; et d'assurer un **double degré de juridiction**.



→ De plus, il ressort de cette notion de droit au juge celle du droit à un **procès équitable** (imposé en outre par l'article 6 de la Conv.EDH). Il faut donc :

- Que les juridictions soient **légalement établies, indépendantes et impartiales**.
- D'autre part, le procès doit être **contradictoire**,
- Les décisions doivent être **motivées**,
- Les parties doivent avoir les mêmes armes,
- Les preuves sont encadrées par certains principes (licéité, loyauté, charge de la preuve),
- Les audiences doivent être publiques et la justice doit être rendue dans un **délai raisonnable**.



→ En outre, pour garantir la protection de l'accusé, les **droits de la défense** doivent être respectés. Le mis en cause :

- A le droit d'être informé des charges retenues contre lui,
- Il bénéficie de la présomption d'innocence ainsi que du principe de non-rétroactivité de la loi pénale et du principe *non bis in idem* (une seule sanction pour une seule infraction).
- Il a le droit à un avocat et le droit de garder le silence, il a aussi le droit à un interprète.



L'indépendance de la justice

Pour l'ordre judiciaire, les **magistrats du siège** sont indépendants à l'égard du gouvernement. En revanche, les **magistrats du Ministère public** sont des agents du pouvoir exécutif auprès des tribunaux. Les procureurs de la République doivent, tous les ans, justifier leur activité au procureur général près la Cour d'appel qui, sont sous le contrôle du procureur général près la Cour de cassation.

Pour l'ordre administratif, il n'y a pas de texte protégeant l'indépendance des conseillers d'État.

Dans les deux cas, il existe un **Conseil supérieur** chargé de l'indépendance de la justice (Conseil supérieur de la magistrature et Conseil supérieur des tribunaux administratifs et des Cours administratives d'appel).

L'impartialité de la justice

C'est un principe qui est critiqué à cause du Conseil constitutionnel et du Conseil d'État.

Le problème du Conseil constitutionnel, c'est qu'il est composé de **membres à vie**, (anciens Présidents) et de **membres nommés**, (anciens parlementaires). On peut donc supposer que de telles personnes n'abrogeraient jamais une de leur loi. Cependant l'impartialité est conservée grâce au **devoir de réserve** et à la **pratique de déport** qui permet à un membre de ne pas participer au délibéré de la décision en cas de conflits d'intérêt.

Pour le Conseil d'État, le problème vient du fait qu'il a une **double fonction** (juridictionnelle et consultative). Cependant, ce n'est pas vraiment une atteinte au principe d'impartialité puisque ces deux fonctions sont **différentes**.